

HAITI Flash Info de la Sécurité Alimentaire

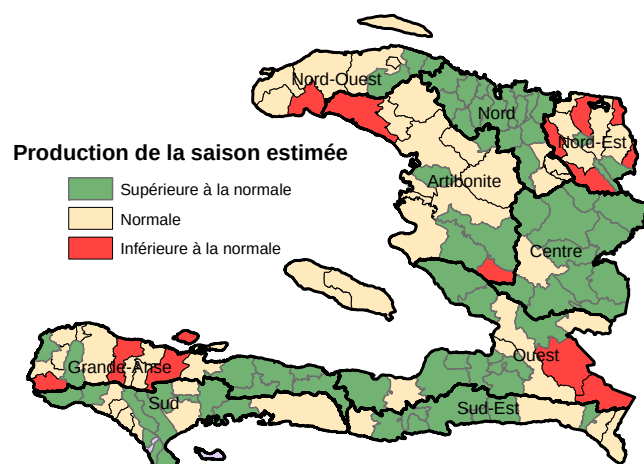
N° 33/ Période couverte: Mai/Juin 2008

Publication Mai/Juin 2008

Résumé et implications

- La crise alimentaire aigue qui avait culminé en manifestations de rue en avril dernier continue à s'atténuer, suite à la baisse de prix des produits alimentaires de base (riz, haricot et farine de blé) et à des perspectives plutôt optimistes pour la récolte de juin-juillet. Bien que la récolte de printemps soit prometteuse (Figure 1), elle aura un impact limité sur la crise car elle ne représente qu'environ la moitié de la production de l'année. Cette production elle-même ne couvre qu'environ 47 pour cent des besoins alimentaires du pays.
- Les bailleurs de fonds ont fourni les financements nécessaires à l'exécution du premier plan sectoriel de réponse à la crise. Les activités de ce plan (aide alimentaire, travaux de haute intensité de main d'œuvre et relance agricole) sont soit en cours, soit enfin sur le point de commencer dans pratiquement tout le pays.
- Etant donné la persistance des prix élevés sur le marché international des aliments de base et du pétrole, une saison cyclonique (avril-novembre 2008) prévue plus active que la normale, et l'apparition de la grippe aviaire dans le pays, le chiffre estimatif de personnes déjà ou potentiellement très affectées par ces divers chocs devrait rester le même qu'en avril dernier, soit environ 2,5 millions.

Figure 1. Production agricole attendue en juin-juillet 2008



Source: MARNDR/CNSA

Recommandations:

- Aux plus hautes autorités politiques et au Parlement, d'accélérer la mise en place du nouveau Gouvernement afin qu'il coordonne les plans de réponse et de développement
- Aux intervenants de terrain de cibler davantage les zones et populations les plus vulnérables dans l'exécution des activités de réponse
- Aux bailleurs de fonds de participer dans le financement du suivi et de l'évaluation du plan de réponse d'urgence
- Aux autorités vétérinaires du pays de prendre toutes les mesures possibles pour éradiquer le virus de la grippe aviaire H5N2

Ce rapport est rendu possible grâce au support des organisations suivantes



Union Européenne
CNSA : www.cnsahaiti.org
FEWS NET Haiti : haiti@fews.net
www.fews.net



CSNA 7, Delmas 99, PAP Haiti
Tél-Fax. : (509) 237-3055
2257-6333 ; 2527-2633



FEWS NET Washington
1717 H St NW
Washington DC 20006



Les opinions exprimées dans cette publication ne reflètent pas nécessairement les vues des organisations qui supportent CNSA (Union Européenne, FAO, WFP) et FEWS NET (USAID).

Suivi de l'exécution du premier plan sectoriel de réponse à la crise alimentaire

Le premier plan sectoriel d'urgence élaboré par le Gouvernement et ses partenaires internationaux pour répondre au problème de la faible disponibilité et de la cherté des aliments, a commencé à être exécuté en avril 2008, et devrait rester en vigueur jusqu'en septembre. Ce plan concernait les activités de haute intensité de main-d'œuvre (HIMO), l'aide alimentaire et la relance agricole au cours des saisons de printemps (mars-juillet 2008) et d'automne (août-octobre 2008). Son suivi, jusqu'ici non financé, devait être effectué sous la coordination de la CNSA.

Les bailleurs de fonds contactés par le Gouvernement et ses partenaires externes pour financer ce plan ont été très généreux. Ils ont à la mi-juin probablement déjà apporté les ressources nécessaires pour combler le déficit de financement du plan, estimé à 120 millions de dollars US. L'Initiative Présidentielle de l'Etat Haïtien, financé d'abord sur ressources propres, a aussi bénéficié d'appuis financiers et techniques notamment de la Banque Mondiale, de la Banque Interaméricaine de Développement et des pays amis de la zone Amérique Latine et Caraïbes (Brésil, Mexique, Vénézuëla, entre autres). Le Gouvernement Américain a apporté une bonne partie de l'aide alimentaire requise en octroyant en avril et mai un total de 45 millions de dollars US à Haïti.

Pour exécuter les programmes retenus, les bailleurs de fonds ont en général choisis de confier les tâches aux agences des Nations Unies (y compris FAO, PAM, OIM), aux grandes ONGs internationales (CRS, World Vision, OXFAM, entre autres) et aux projets (CHF/KATA, etc.) déjà actifs sur le terrain. Cela a favorisé le démarrage rapide des actions. Les activités de réponse privilégiées et leur ciblage par zones ont généralement été conformes au plan de réponse. Par exemple, le curage des canaux, effectué dans le cadre de la création d'emplois, se réalise dans les principales villes du pays ayant une large population urbaine vulnérable (Port au Prince, Gonaïves, etc.). Un autre exemple est la généralisation des cantines scolaires dans les zones les plus affectées, telles que le 'Far West' dans le département du Nord-ouest. Ces cantines seront maintenues même pendant les vacances d'été dans ces zones.

L'aide alimentaire (dont le pipeline a considérablement augmenté suite aux nouvelles contributions des bailleurs de fonds) et les autres programmes tels que les activités *food-for-work* ou Haute Intensité de Main-d'œuvre (HIMO) devraient continuer, en ciblant davantage les zones les plus affectées par la crise actuelle ou celles qui le seraient suite par exemple aux désastres naturels. Les intervenants pourraient faire un plus grand ciblage pour leurs interventions, en se focalisant plus sur les zones les plus vulnérables et en privilégiant et impliquant davantage les ménages les plus vulnérables (indigents, pauvres et très pauvres, etc.).

Le démarrage des activités du plan n'a cependant pas toujours pu se faire rapidement, en raison de la nécessité d'élaborer des programmes ad hoc sur le terrain, de la quasi-absence d'orientation et de coordination par les services publics, de la lenteur dans le déblocage de fonds et de l'arrivée tardive des aides alimentaires ou des intrants agricoles promis. Par exemple, la distribution de semences vivrières n'a souvent pas pu se faire à temps, ce qui a amené les paysans à planter ce qu'ils pouvaient trouver sur place pour ne pas trop rater la saison, même si la qualité était mauvaise; cela a été le cas au Nord-est et au 'Far West' dans le département du Nord-ouest où les semences n'ont pas bien germé. De même, la vente et la distribution d'engrais, que le secteur privé a laissées à l'annonce des distributions subventionnées par le Gouvernement, commencent à être en retard dans le Nord et le Nord-est, par exemple. Il convient aussi de noter la faible orientation ou coordination du Gouvernement étant donné les difficultés de ratification de Premiers Ministres nommés. Le Gouvernement central n'exécute pour le moment que les affaires courantes, ce qui se fait sentir aux niveaux national, départemental et local. Un engagement plus significatif du Gouvernement, des élus à tous les niveaux (députés, sénateurs, maires, Assemblée de Section Communale (ASEC)-Conseil d'Administration de la Section Communale-(CASECs)) et des représentants de la société civile aux niveaux décentralisés, aiderait à mieux préparer et exécuter les plans sectoriels pour répondre aux besoins de la population haïtienne la plus vulnérable.

Evolution récente de l'état d'insécurité alimentaire et tendance à court terme

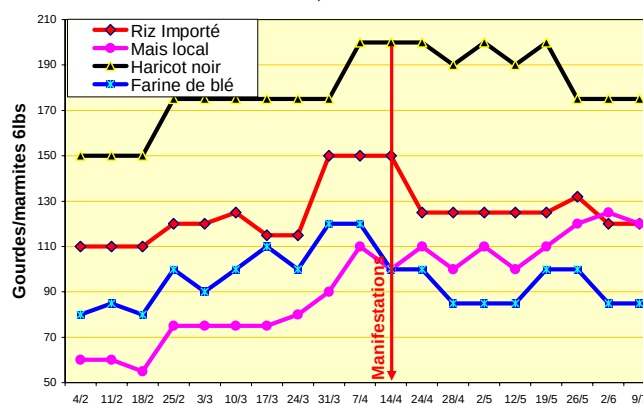
La crise alimentaire qui avait culminé avec les manifestations violentes de début avril 2008 continue à s'atténuer. L'analyse de l'évolution récente et de la tendance de la sécurité alimentaire est faite en se basant sur ses composantes classiques d'accès, de disponibilité et d'utilisation de la nourriture.

Accès aux aliments

D'après un rapport provisoire de l'étude compréhensive sur la sécurité alimentaire et la vulnérabilité en milieu rural (CNSA/CFSVA, juin 2008), l'autosuffisance ne dépasse guère six mois en moyenne par an pour les ménages agricoles des différentes zones du pays. Aussi, malgré la faiblesse des dépenses alimentaires en termes absolus, celles-ci entrent pour environ 64 pour cent dans les dépenses totales. L'accès économique aux aliments, qui est déterminé par le niveau de prix et par les revenus des ménages, constitue donc un facteur déterminant dans la sécurité alimentaire en Haïti, aussi bien en milieu urbain que rural.

Les prix des principaux aliments de base, avaient en moyenne augmenté de 60 pour cent au cours des quatre mois précédant avril 2008; c'est en avril qu'avaient eu lieu les manifestations de colère de la population urbaine face à la cherté de la vie. Les prix ont diminué depuis, et donc indiquent une amélioration de l'accès aux denrées alimentaires. (Figure 2) Le prix du riz importé a chuté de 20 pour cent, celui du haricot de 14 pour cent et celui de la farine de blé de 17 pour cent. Le prix du riz a baissé en raison d'une baisse de cours du produit intervenue sur le marché international et d'une subvention temporaire d'environ quinze pour cent annoncée par le Gouvernement Haïtien. La tendance à la baisse du prix du haricot s'explique par le début de récoltes de la saison de printemps. Le blé semble aussi amorcer une baisse de prix sur le marché international, ce qui se répercute sur les prix pratiqués dans le pays. Contrairement aux autres produits, le maïs moulu local (principal substitut du riz) a vu son prix augmenter de 13 pour cent depuis avril, mais ce prix devrait commencer à baisser en juillet avec la récolte, dont les prévisions sont qualifiées de moyennes à bonnes. Avec des prix en baisse ou anticipés à la baisse, la situation de la sécurité alimentaire devrait continuer à s'améliorer au cours des trois ou quatre prochains mois.

Figure 2. Evolution récente des prix des aliments de base, marché de Croix-de-Bossales, Port-au-Prince



Source: CNSA/FEWS NET Haïti

Les grands marchés de consommation régionaux sont actuellement bien approvisionnés en produits alimentaires de base, un autre signal que la situation s'améliore de fait.

L'aspect revenu constitue l'autre face de l'accès aux aliments. Les principales sources de revenus pour les ménages ruraux sont, selon l'étude CNSA/CFSVA, les suivantes: 1) revenus de l'exploitation agricole (31 pour cent des revenus); 2) commerce de produits non-agricoles (neuf pour cent); 3) travail salarié non-agricole (huit pour cent); transferts de la diaspora (sept pour cent); 4) vente de charbon de bois (sept pour cent); et, 5) élevage (sept pour cent). Ces pourcentages suggèrent que la réduction de l'insécurité alimentaire, même en milieu rural, ne pourra se faire sans le développement des secteurs non-agricoles.

Actuellement, avec les travaux de haute intensité de main-d'œuvre en train d'être exécutés un peu partout dans le pays, notamment dans les grandes villes, les personnes les plus vulnérables ont un peu plus d'opportunités d'emplois, et donc de revenus monétaires. Cependant, les perspectives de création d'emplois permanents et plus rémunérateurs, par le biais de nouveaux investissements, ne

s'améliorent pas pour le moment. Au contraire, ces perspectives se détériorent dans le court terme, en raison des manifestations violentes récentes, de la recrudescence en mai des cas de kidnappings à Port au Prince, et de la quasi-absence du Gouvernement central.

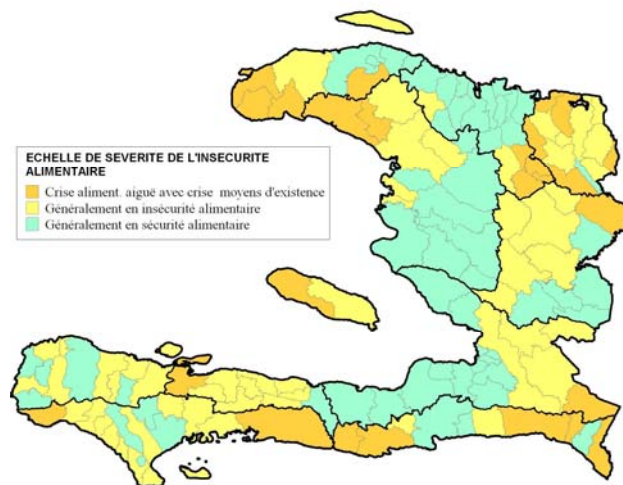
Disponibilité des aliments

En raison d'une bonne distribution de pluies tout au long de la saison agricole de printemps (mars-juillet), le Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural (MARNDR) par le biais des responsables de liaison de la CNSA, prévoit une bonne récolte de haricot et de tubercules (notamment la patate douce), ainsi qu'à une production moyenne à bonne de maïs. Une récolte de haricot, pratiquement terminée dans les zones basses, et qui aura lieu de la mi-juin à la mi-juillet en zones d'altitude, apparaît bonne. La majorité des communes du pays va avoir pour le maïs et le haricot une production normale, sinon supérieure pour la saison (Figure 1). La production attendue ne couvrira cependant pas tous les besoins du pays pour la période de consommation concernée, i.e., d'ici à la prochaine récolte prévue en décembre 2008. La production agricole annuelle ne couvre en effet qu'environ 47 pour cent des besoins, et la saison de printemps ne représenterait qu'un peu plus de la moitié de la production agricole annuelle. La récolte de cette saison va aussi avoir lieu au moment où les prix du marché, largement dépendant des prix internationaux, sont très élevés. Tout cela implique que, même si la sécurité alimentaire s'améliore significativement en juin-juillet, en supposant qu'il n'y aura pas de nouveaux désastres (cyclones, hausse de prix à la pompe des produits pétroliers, extension de la grippe aviaire, etc.), elle restera très précaire. Une autre crise alimentaire aigue avant la fin de l'année ne peut pas être exclue. La prochaine période de soudure (quand les ménages ont les plus grandes pénuries alimentaires) a lieu dans la plupart de zones du pays au mois d'octobre. Ce mois suit aussi la rentrée scolaire, qui occasionne beaucoup de dépenses pour les ménages ruraux et urbains.

Les communes dont les perspectives de production sont mauvaises (Figure 1) tombent approximativement dans les zones qui étaient déjà en situation d'insécurité alimentaire aigue avec crise de moyens d'existence (Figure 3). Les activités de réponse en cours devraient par conséquent être intensifiées et concentrées dans ces zones. Celles-ci sont surtout localisées dans les départements du Nord-Ouest (précisément dans le 'Far West'), du Nord-est, de l'Ouest (sa partie Est) et de la Grand-Anse.

En raison de la précarité actuelle de l'amélioration à court terme de la sécurité alimentaire en Haïti, le chiffre estimatif de planification des personnes touchées par la crise alimentaire actuelle doit être maintenu à 2,5 millions.

Figure 3. Estimation de l'état d'insécurité alimentaire pour mai 2008



Source: CNSA/FEWS NET Haïti

Utilisation des aliments

Il n'y a pas assez d'informations permettant de suivre régulièrement les facteurs d'utilisation des aliments (incidence de certaines maladies, conditions d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement du milieu, etc.). Il y a clairement un besoin pour les observatoires départementaux de la sécurité alimentaire, en collaboration avec le Ministère de la Santé Publique de la Population (MSPP), de développer des mécanismes de collecte et de transmission de données de malnutrition infantile. Ces données permettraient d'affiner le suivi et l'analyse de la sécurité alimentaire dans le pays.

Suivi des Risques

Les quatre risques qui menacent le plus la sécurité alimentaire à court terme sont les suivants:

1. Augmentation du prix du carburant à la pompe. A 139 USD le baril au 6 juin 2008, le prix du pétrole sur le marché international a doublé depuis une année. Depuis avril/mai, le Gouvernement continue à éponger les augmentations de prix à l'importation pour prévenir la hausse de prix à la pompe, mais il pourra difficilement continuer à le faire. Or, toute augmentation du prix à la pompe affecte immédiatement le coût du transport et, par conséquent, celui des autres biens, en particulier celui des aliments. Une augmentation importante de prix des aliments (de l'ordre de 20% par exemple, ce qui ramènerait les prix à leur niveau de début avril) rendrait le programme de réponse actuel insuffisant.

2. Cyclones à impacts dévastateurs. Les prévisions d'activité cyclonique pour Haiti au cours de la période de juin-novembre 2008 sont très inquiétantes. Le National Oceanographic and Atmospheric Administration (NOAA) lui assigne une probabilité de 65 pour cent d'être plus active que la normale, contre seulement 10 pour cent de chances d'être moins active. Ils prédisent aussi six à neuf cyclones, dont deux à cinq seraient des ouragans majeurs. Une saison 'normale' devrait avoir six cyclones dont deux ouragans majeurs (catégorie 3 ou plus de l'échelle Saffir-Simpson d'intensité des cyclones). Bien que les tempêtes tropicales et surtout les cyclones de l'année passée n'aient pas été particulièrement nombreux ou sévères, ils ont quand même causé 163 morts, étant donné la forte dégradation du milieu et la précarité et la mauvaise localisation des habitations. La Direction de la Protection Civile et ses partenaires nationaux et internationaux se préparent sérieusement à limiter les impacts des tempêtes tropicales et cyclones cette saison, notamment à travers des campagnes de sensibilisation et de formation des autorités et des communautés locales.

3. Risques politiques et d'insécurité civile. Deux mois presque viennent de s'écouler avec un Gouvernement qui ne fait qu'expédier les affaires courantes, puisqu'un Premier Ministre nommé n'a pas encore été ratifié par les Parlementaires. Il y a aussi eu recrudescence des kidnappings au cours du mois d'avril et de mai 2008, ce qui crée la peur au sein de la population (surtout de la zone métropolitaine de Port au Prince) et diminue encore plus la confiance des investisseurs potentiels.

4. Menace de la grippe aviaire. Des foyers de grippe aviaire du type H5N2 (le type réputé non dangereux pour le moment) ont été découverts en juin dans trois localités du pays (Miragoine dans les départements des Nippes, Milot dans celui du Nord et Cerca-La-Source dans celui du Centre). Le MARNDR a annoncé qu'elle prendra les mesures requises (non encore spécifiées) pour limiter la propagation du virus. Une épidémie de grippe aviaire pourrait avoir de graves conséquences pour les ménages vivant autour des zones concernées et qui comptent sur la volaille pour l'alimentation ou le revenu.

Conclusion et recommandations T

L'état actuel de sécurité alimentaire et ses tendances à court terme en Haiti suggèrent que la crise alimentaire, ayant culminé en avril dernier avec les manifestations violentes de rue pour cause de cherté de la vie, a fortement diminué depuis. Cela est dû à la baisse des prix des principaux aliments de base qui est intervenue depuis, aux perspectives optimistes de production agricole pour la saison de printemps qui s'achève bientôt, et au financement et à l'exécution en cours du premier plan sectoriel de réponse d'urgence. Cependant, de grands risques demeurent: la hausse probable du prix du carburant à la pompe, les dégâts liés aux tempêtes tropicales et aux cyclones de la saison cyclonique en cours, et les conséquences possibles quant à la lenteur des processus de réponses aux crises et à l'insécurité civile croissante liées à la lente mise en place du nouveau gouvernement.

La situation d'insécurité alimentaire actuelle et les tendances à court terme amènent à recommander:

- Aux différentes institutions du pouvoir en Haiti d'accélérer la mise en place du nouveau Gouvernement et de favoriser la bonne exécution et la coordination des plans de réponse.

- A tous les intervenants de terrain, y compris les collectivités locales, de cibler les zones et populations les plus vulnérables dans la distribution de l'aide alimentaire et dans l'exécution des différents plans et initiatives de réponse d'urgence élaborés en mars-avril suite à l'aggravation de la crise alimentaire. Cela économisera des ressources à redéployer en fonction d'autres crises aigües d'insécurité alimentaire pouvant même survenir avant la fin de l'année.
- Aux bailleurs de fonds et autres partenaires internationaux (agences des Nations Unies, ONGs internationales) de participer dans le financement (estimé à 135,000 dollars US) et la mise en place du suivi et de l'évaluation du plan de réponse d'urgence.
- Aux autorités vétérinaires du pays de prendre toutes les mesures possibles pour éviter la propagation du virus de la grippe aviaire H5N2 et travailler à son éradication.

Ce rapport est produit avec la collaboration de:

